

Service protection de l'environnement
19 boulevard Paixhans
CS 91631
72013 LE MANS

LE MANS, le 01/02/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/01/2023

Contexte et constats

Publié sur



ACSC - PESCHERAY-PARC ZOOLOGIQUE

DOMAINE DE PESCHERAY

72370 LE BREIL SUR MERIZE

Références : 2023-00248
Code AIOT : 0057200292

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/01/2023 dans l'établissement ACSC - PESCHERAY-PARC ZOOLOGIQUE implanté DOMAINE DE PESCHERAY 72370 LE BREIL SUR MERIZE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ACSC - PESCHERAY-PARC ZOOLOGIQUE
- DOMAINE DE PESCHERAY 72370 LE BREIL SUR MERIZE
- Code AIOT : 0057200292
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Parc zoologique relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 2140 de la nomenclature des installations classées pour l'Environnement.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Monsieur CIREFICE a annoncé quitter prochainement ses fonctions sur le domaine de Pescheray.

Le recrutement de son remplacement est en cours.

Un tuilage avec son remplaçant sera mis en place sur une période de quelques mois.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
9	Détention	Arrêté Préfectoral du 20/04/2020, article Art.2	/	Sans objet
19	Détention	Arrêté Préfectoral du 20/04/2020, article Art.2	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Déclaration	Arrêté Ministériel du 14/02/2008, article Art.3	/	Sans objet
2	Présence d'une personne capacitaire	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article Art .4	/	Sans objet
3	Autopsies	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article Art.45	/	Sans objet
4	Information du public sur la biodiversité	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article Art.58	/	Sans objet
5	Identification et marquage	Arrêté Ministériel du 08/10/2008, article Art.3	/	Sans objet
6	Registre entrée et sortie	Arrêté Ministériel du 08/10/2008, article Art.8	/	Sans objet
7	Détention	Arrêté Préfectoral du 20/04/2020, article Art.2	/	Sans objet
8	Prescription	Arrêté Préfectoral du 20/04/2020, article Art.3	/	Sans objet
10	Prescription	Arrêté Préfectoral du 20/04/2020, article Art.3	/	Sans objet
11	Détention	Arrêté Préfectoral du 20/04/2020, article Art.2	/	Sans objet
12	Prescription	Arrêté Préfectoral du 20/04/2020, article Art.3	/	Sans objet
13	Détention	Arrêté Préfectoral du 20/04/2020, article Art.2	/	Sans objet
14	Prescription	Arrêté Préfectoral du 20/04/2020, article Art.3	/	Sans objet
15	Détention	Arrêté Préfectoral du 20/04/2020, article Art.2	/	Sans objet
16	Prescription	Arrêté Préfectoral du 20/04/2020, article Art.3	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
17	Détention	Arrêté Préfectoral du 20/04/2020, article Art.2	/	Sans objet
18	Prescription	Arrêté Préfectoral du 20/04/2020, article Art.3	/	Sans objet
20	Prescription	Arrêté Préfectoral du 20/04/2020, article Art.3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le contrôle qui a ciblé la thématique des espèces exotiques envahissantes, est globalement conforme. Les différentes espèces concernées sont détenues dans les conditions attendues en matière de bien-être et de maintien en captivité.

Une régularisation des effectifs est attendue pour les espèces coati roux et tortue de Floride.

2-4) Fiches de constats

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/02/2008, article Art.3
Thème(s) : Situation administrative, Déclaration
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - L'interdiction de détenir prévue à l'article 3 ne porte pas sur les animaux de compagnie appartenant à l'une des espèces suivantes qui étaient régulièrement détenus avant le 3 août 2016, pour autant que les conditions décrites au I de l'article R. 411-39 du code de l'environnement soient remplies, et à condition que leur propriétaire se soit déclaré auprès de la préfecture du département du lieu de détention avant le *1 1er juillet 2019 1*:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Callosciurus erythraeus (Pallas, 1779) : Écureuil de Pallas, Écureuil à ventre rouge - Herpestes javanicus (E. Geoffroy Saint-Hilaire, 1818) : Mangouste de Java - Muntiacus reevesi (Ogilby, 1839) : Muntjac de Chine, Muntjac de Formose, Cerf aboyeur - Myocastor coypus (Molina, 1782) : Ragondin - Nasua nasua (Linnaeus, 1766) : Coati roux - Procyon lotor (Linnaeus, 1758) : Raton-laveur - Sciurus carolinensis Gmelin, 1788 : Ecureuil gris - Sciurus niger Linnaeus, 1758 : Ecureuil fauve, Ecureuil renard - Tamias sibiricus (Laxmann, 1769) : Tamia de Sibérie, Ecureuil de Corée - Corvus splendens Viellot, 1817 : Corbeau familier - Oxyura jamaicensis (Gmelin, 1789) : Erismature rousse - Threskiornis aethiopicus (Latham, 1790) : Ibis sacré - Trachemys scripta (Thunberg in Schoepff, 1792) : Trachémyde écrite, Tortue de Floride - Lithobates catesbeianus (Shaw, 1802) : Grenouille-taureau - Percottus glenii Dybowski, 1877 : Goujon de l'Amour - Pseudorasbora parva (Temminck & Schlegel, 1846) : Pseudorasbora <p>II. - L'interdiction de détenir prévue à l'article 3 ne porte pas sur les animaux de compagnie appartenant à l'une des espèces suivantes qui étaient régulièrement détenus avant le 2 août 2017, pour autant que les conditions décrites au I de l'article R. 411-39 du code de l'environnement soient remplies, et à condition que leur propriétaire se soit déclaré auprès de la préfecture du département du lieu de détention avant le *1 1er juillet 2019 1* :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Alopochen aegyptiacus (Linnaeus, 1766) : Oulette d'Egypte - Nyctereutes procyonoides (Gray, 1834) : Chien viverrin - Ondatra zibethicus (Linnaeus, 1766) : Rat musqué <p>Constats :</p> <p>Les espèces suivantes sont présentes au sein du parc zoologique et ont bien été déclarées auprès de la Préfecture de la Sarthe :</p> <ul style="list-style-type: none"> - chien viverrin - coatie roux - ibis sacré - muntjac de Chine - ouette d'Egypte - raton laveur - tortue de Floride. <p>Un état des lieux est réalisé tous les ans et communiqué à la Direction Départementale de la Protection des Populations.</p> <p>Point conforme</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Présence d'une personne capacitaire

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article Art .4
Thème(s) : Situation administrative, Certificat de capacité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Art. 4. - Sans préjudice des responsabilités exercées par les autres personnels, les titulaires du certificat de capacité prévu à l'article L. 413-2 du code de l'environnement exercent une surveillance permanente de l'établissement dans lequel ils sont affectés aux fins de mettre en œuvre et contrôler les dispositions prises en application de l'article L. 413-3 du code de l'environnement. Cette surveillance requiert l'occupation du poste à temps complet au sein de l'établissement, les absences des titulaires de certificat de capacité devant être limitées aux périodes légales de repos et de congé, aux périodes nécessaires à leur formation ainsi qu'aux déplacements à caractère professionnel. Les titulaires du certificat de capacité doivent posséder un pouvoir de décision et un degré d'autonomie suffisants pour leur permettre d'assurer leurs missions.
Constats : Monsieur CIREFICE Anthony est actuellement capacitaire pour le parc zoologique de Pescheray. Point conforme
Observations : Son remplacement est prévu prochainement.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Autopsies

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article Art.45
Thème(s) : Autre, Autopsie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Art. 45. - Les causes des maladies apparues dans les établissements doivent être recherchées. Des analyses de laboratoires sont entreprises lorsqu'elles sont nécessaires à porter un diagnostic sur les maladies des animaux hébergés. Dans le but de rechercher les causes de la mort ou de déterminer l'état sanitaire des populations animales hébergées, les animaux morts, y compris les animaux mort-nés et les avortons, font l'objet de la part de personnes compétentes d'autopsies ou, selon les espèces, de tout autre moyen d'analyse approprié.
Constats : Le dernier rapport de l'autopsie (réalisée par le docteur Fabrice JALLU) date du 13 janvier 2023. Elle concernait l'examen d'un mouflon à manchettes, un ouistiti, un amazone, un raton laveur et un renard polaire. Selon les dires de monsieur CIREFICE, une autopsie est réalisée sur chaque animal retrouvé mort. Point conforme.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Information du public sur la biodiversité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article Art.58
Thème(s) : Autre, Information au public
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Art. 58. - Les établissements fournissent au minimum les informations suivantes au sujet des espèces présentées : <ul style="list-style-type: none">• nom scientifique ;• nom vernaculaire ;• éléments permettant d'appréhender la position de l'espèce dans la classification zoologique ;• répartition géographique ;• éléments remarquables de la biologie et écologie de l'espèce dans son milieu naturel ; ainsi que, le cas échéant : <ul style="list-style-type: none">• statut de protection de l'espèce ;• menaces pesant sur la conservation de l'espèce ;• actions entreprises en vue de la conservation de l'espèce.
Constats : Devant chaque enclos, une pancarte informative est présente pour le visiteur. Cette pancarte indique les informations suivantes : <ul style="list-style-type: none">- nom scientifique de l'animal- nom vernaculaire- son statut de conservation UICN- sa classification zoologique- sa répartition géographique- des éléments biologiques remarquables (poids, espérance de vie, habitat, taille, régime, etc.). Une pancarte est présente devant chacun des enclos des espèces exotiques envahissantes présentes sur le parc. Point conforme.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Identification et marquage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 08/10/2008, article Art.3
Thème(s) : Élevage, Identification-Marquage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 3 - I. - Les mammifères, oiseaux, reptiles et amphibiens des espèces ou groupes d'espèces inscrits sur les listes établies en application des articles L. 411-1 et L. 411-2 du code de l'environnement ou sur les listes des annexes A à D du règlement n° 338/97 du 9 décembre 1996 susvisé, doivent être munis d'un marquage individuel et permanent, effectué, selon les procédés et les modalités techniques définis en annexe 1, sous la responsabilité du propriétaire, dans le délai d'un mois suivant leur naissance.</p> <p>Les mammifères des espèces inscrites aux annexes du règlement n° 338/97 du 9 décembre 1996 susvisé doivent être marqués par transpondeur à radiofréquences ou à défaut, si ce procédé ne peut être appliqué en raison des propriétés physiques ou comportementales des spécimens ou de l'espèce, par l'un des autres procédés de marquage définis en annexe 1.</p> <p>Les oiseaux nés et élevés en captivité des espèces inscrites aux annexes du règlement n° 338/97 du 9 décembre 1996 susvisé doivent être marqués par bague fermée sans soudure ou, à défaut, si ce procédé ne peut être appliqué en raison des propriétés physiques ou comportementales de l'espèce :</p> <ul style="list-style-type: none">- pour les espèces inscrites à l'annexe A du règlement précité, par transpondeur à radiofréquences ;- pour les autres espèces, *10 par l'un des procédés de marquage définis en annexe 1 10*. <p>II. - Les mammifères, oiseaux, reptiles et amphibiens des espèces ou groupes d'espèces inscrits sur les listes établies en application des articles L. 411-5 et L. 411-6 du code de l'environnement doivent être munis d'un marquage individuel et permanent, effectué, selon les procédés et les modalités techniques définis en annexe 1, sous la responsabilité du propriétaire, dans le délai d'un mois suivant leur naissance.</p> <p>III. - L'obligation de marquage selon les procédés décrits dans l'annexe 1 ne s'applique pas aux spécimens qu'il est prévu de relâcher dans le milieu naturel.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les animaux sont régulièrement identifiés. Les informations afférentes au marquage sont disponibles sur les registres.</p> <p>Le jour de l'inspection : contrôle de la déclaration de marquage d'un animal d'espèce non domestique (cerfa: 15969*01) : raton laveur n°250228500107563. Selon les dires de monsieur CIREFICE, ce document est demandé pour tout spécimen entrant dans le parc.</p> <p>Point conforme.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Registre entrée et sortie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 08/10/2008, article Art.8
Thème(s) : Élevage, Registre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Article 8 - Dans tous les lieux où sont détenus des animaux d'espèces non domestiques, le détenteur doit tenir un registre des entrées et sorties de ces animaux, à l'exception : - des établissements d'élevage, de vente et de transit des espèces de gibier dont la chasse est autorisée ; - des établissements de pisciculture et d'aquaculture. Les animaux appartenant à une espèce ou à un groupe d'espèces qui relève, quel que soit l'effectif détenu, *10 uniquement de la colonne (a) de l'annexe 2 10* n'ont pas à être inscrits dans ce registre.
Constats : Le registre de établissement est envoyé à la DDPP tous les 3 mois. La dernière version a été transmise le 30/01/2023. Ce registre contient les informations attendues suivantes : - date d'entrée, sexe, origine, identification, nature de l'entrée, provenance, justificatif, - date de sortie, nature de la sortie, destination, justificatifs, cause de la mort. Point conforme.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Détention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/04/2020, article Art.2
Thème(s) : Élevage, Détention
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Article 2 – Nature des opérations autorisées et espèces concernées Le Domaine zoologique de Pescheray est autorisé à détenir 02 spécimens de l'espèce Chien viverrin (<i>Nyctereutes procyonoides</i>), sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté.
Constats : Le jour de l'inspection, étaient présents 2 chiens viverrins (<i>Nyctereutes procyonoides</i>). Point conforme.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/04/2020, article Art.3
Thème(s) : Élevage, Prescriptions
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 3 – Prescriptions conditionnant la présente autorisation</p> <p>L'autorisation est conditionnée au respect des prescriptions suivantes :</p> <p>Les spécimens sont munis d'un marquage individuel et permanent, sous la responsabilité de M. Anthony CIREFICE, titulaire du certificat de capacité n° PP 2019/001 en date du 18 février 2019 . Un registre des entrées et sorties est tenu à jour conformément à la réglementation relative à la détention d'espèces de faune non domestique.</p> <p>Les spécimens sont détenus en permanence dans des conditions permettant d'assurer leur bien-être et d'éviter toute fuite dans le milieu naturel, ainsi que tout impact potentiel sur l'environnement, la sécurité et la santé des personnes et des autres animaux conservés dans l'établissement.</p> <p>Les animaux sont détenus dans un enclos de 425m². La contention est assurée par une clôture d'une hauteur de 2m, avec un retour grillagé, et enterrée (grillage simple torsion, maille (cm) 50/50).</p> <p>Les effectifs sont contrôlés quotidiennement par le personnel soignant.</p> <p>Un plan d'intervention d'urgence en cas de fuite ou de propagation est mis en place.</p> <p>Devenir des spécimens</p> <p>Les spécimens peuvent être cédés et transportés vers un autre établissement autorisé, en France ou dans un autre état membre de l'Union européenne, à condition de bénéficier de l'autorisation administrative délivrée au titre des articles L.411-6 et R.411-40 et suivants du code de l'Environnement. Cette autorisation n'est pas nécessaire pour le transport des spécimens vers un site de destruction. Cependant, toute mesure doit être prise afin d'éviter une introduction dans le milieu naturel.</p> <p>Les dispositions du présent arrêté s'appliquent sans préjudice de celles relevant d'autres réglementations, notamment celles relatives à la santé publique, au contrôle sanitaire et à la protection des animaux, au commerce.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le registre des entrée et des sortie des chiens viverrins (Nyctereutes procyonoides) est à jour.</p> <p>Les deux chiens présents sont identifiés.</p> <p>L'enclos où sont présents les animaux répond à leur besoin physiologique.</p> <p>L'enclos est construit de manière à éviter toute fuite des animaux (double SAS d'entrée).</p> <p>Les effectifs sont contrôlés tous les jours.</p> <p>Le plan d'intervention d'urgence en cas de fuite, a été présenté lors du contrôle.</p> <p>Point conforme.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Détention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/04/2020, article Art.2
Thème(s) : Élevage, Détention
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Article 2 – Nature des opérations autorisées et espèces concernées Le Domaine zoologique de Pescheray est autorisé à détenir 02 spécimens de l'espèce Coatis roux (Nasua nasua), sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté.
Constats : 6 spécimens de coatis roux (Nasua nasua) étaient présents le jour de l'inspection au lieu des 2 attendus. Point non conforme.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/04/2020, article Art.3
Thème(s) : Élevage, Prescriptions
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 3 – Prescriptions conditionnant la présente autorisation</p> <p>L'autorisation est conditionnée au respect des prescriptions suivantes :</p> <p>Les spécimens sont munis d'un marquage individuel et permanent, sous la responsabilité de M. Anthony CIREFICE, titulaire du certificat de capacité n° PP 2019/001 en date du 18 février 2019 . Un registre des entrées et sorties est tenu à jour conformément à la réglementation relative à la détention d'espèces de faune non domestique.</p> <p>Les spécimens sont détenus en permanence dans des conditions permettant d'assurer leur bien-être et d'éviter toute fuite dans le milieu naturel, ainsi que tout impact potentiel sur l'environnement, la sécurité et la santé des personnes et des autres animaux conservés dans l'établissement.</p> <p>Les animaux sont détenus dans un enclos de 300m². La contention est assurée par une clôture d'une hauteur de 1m25 (grillage carré soudé, maille (cm) 10/5). Cette clôture physique est doublée d'une clôture électrique (5 fils).</p> <p>Les effectifs sont contrôlés quotidiennement par le personnel soignant.</p> <p>Un plan d'intervention d'urgence en cas de fuite ou de propagation est mis en place.</p> <p>Devenir des spécimens</p> <p>Les spécimens peuvent être cédés et transportés vers un autre établissement autorisé, en France ou dans un autre état membre de l'Union européenne, à condition de bénéficier de l'autorisation administrative délivrée au titre des articles L.411-6 et R.411-40 et suivants du code de l'Environnement. Cette autorisation n'est pas nécessaire pour le transport des spécimens vers un site de destruction. Cependant, toute mesure doit être prise afin d'éviter une introduction dans le milieu naturel.</p> <p>Les dispositions du présent arrêté s'appliquent sans préjudice de celles relevant d'autres réglementations, notamment celles relatives à la santé publique, au contrôle sanitaire et à la protection des animaux, au commerce.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le jour du contrôle, le registre des entrées et sorties des coatis roux (<i>Nasua nasua</i>) était à jour et correspondait au nombre d'animaux observés.</p> <p>Les animaux sont détenus dans un enclos qui permet de respecter le bien-être animal.</p> <p>Les effectifs sont vérifiés quotidiennement.</p> <p>Le plan d'intervention d'urgence en cas de fuite a été présenté pendant l'inspection : procédure évacuation d'un animal non dangereux.</p> <p>Point conforme.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Détention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/04/2020, article Art.2
Thème(s) : Élevage, Détention
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Article 2 – Nature des opérations autorisées et espèces concernées Le Domaine zoologique de Pescheray est autorisé à détenir 06 spécimens de l'espèce Ibis sacré (<i>Threskiornis aethiopicus</i>), sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté.
Constats : Le domaine de Pescheray possède 2 ibis sacrés (<i>Threskiornis aethiopicus</i>). Point conforme.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/04/2020, article Art.3
Thème(s) : Élevage, Prescriptions
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 3 – Prescriptions conditionnant la présente autorisation</p> <p>L'autorisation est conditionnée au respect des prescriptions suivantes :</p> <p>Les spécimens sont munis d'un marquage individuel et permanent, sous la responsabilité de M. Anthony CIREFICE, titulaire du certificat de capacité n° PP 2019/001 en date du 18 février 2019 . Un registre des entrées et sorties est tenu à jour conformément à la réglementation relative à la détention d'espèces de faune non domestique.</p> <p>Les spécimens sont détenus en permanence dans des conditions permettant d'assurer leur bien-être et d'éviter toute fuite dans le milieu naturel, ainsi que tout impact potentiel sur l'environnement, la sécurité et la santé des personnes et des autres animaux conservés dans l'établissement.</p> <p>Les animaux sont détenus dans une volière de 276 m². La contention est assurée par une clôture (grillage fer à béton torsadé soudé de diamètre 6cm, maille 10/10) sur la périphérie de la volière et un filet en nylon sur le dessus (maille 60mm).</p> <p>Les effectifs sont contrôlés quotidiennement par le personnel soignant.</p> <p>Un plan d'intervention d'urgence en cas de fuite ou de propagation est mis en place.</p> <p>Devenir des spécimens</p> <p>Les spécimens peuvent être cédés et transportés vers un autre établissement autorisé, en France ou dans un autre état membre de l'Union européenne, à condition de bénéficier de l'autorisation administrative délivrée au titre des articles L.411-6 et R.411-40 et suivants du code de l'Environnement. Cette autorisation n'est pas nécessaire pour le transport des spécimens vers un site de destruction. Cependant, toute mesure doit être prise afin d'éviter une introduction dans le milieu naturel.</p> <p>Les dispositions du présent arrêté s'appliquent sans préjudice de celles relevant d'autres réglementations, notamment celles relatives à la santé publique, au contrôle sanitaire et à la protection des animaux, au commerce.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les 2 ibis sacrés (<i>Threskiornis aethiopicus</i>) se trouvent dans une volière en présence de buses et de cigognes.</p> <p>La volière répond aux exigences de bien-être animal (arbres, nichoir, etc.).</p> <p>Les effectifs sont vérifiés quotidiennement par les soigneurs.</p> <p>Une procédure en cas d'évasion d'un animal non dangereux est prévu.</p> <p>Point conforme.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Détention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/04/2020, article Art.2
Thème(s) : Élevage, Détention
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Article 2 – Nature des opérations autorisées et espèces concernées Le Domaine zoologique de Pescheray est autorisé à détenir 05 spécimens de l'espèce Muntjac de Reeves (Muntiacus reevesi), sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté.
Constats : Le jour du contrôle, 3 spécimens de muntjac de Reeves (Muntiacus reevesi), étaient présents sur le domaine de Pescheray. Point conforme.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/04/2020, article Art.3
Thème(s) : Élevage, Prescriptions
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 3 – Prescriptions conditionnant la présente autorisation</p> <p>L'autorisation est conditionnée au respect des prescriptions suivantes :</p> <p>Les spécimens sont munis d'un marquage individuel et permanent, sous la responsabilité de M. Anthony CIREFICE, titulaire du certificat de capacité n° PP 2019/001 en date du 18 février 2019 . Un registre des entrées et sorties est tenu à jour conformément à la réglementation relative à la détention d'espèces de faune non domestique.</p> <p>Les spécimens sont détenus en permanence dans des conditions permettant d'assurer leur bien-être et d'éviter toute fuite dans le milieu naturel, ainsi que tout impact potentiel sur l'environnement, la sécurité et la santé des personnes et des autres animaux conservés dans l'établissement.</p> <p>Les animaux sont détenus dans deux enclos différents. Le premier enclos a une surface de 800 m². La contention y est assurée par une palissade en bois d'une hauteur de 1m20. Le second enclos a une surface d'environ 10 000m². La contention y est assurée par une clôture de 1m40 et 2m40 (grillage à maille régressive, maille rectangulaire 8/20).</p> <p>Les effectifs sont contrôlés quotidiennement par le personnel soignant.</p> <p>Un plan d'intervention d'urgence en cas de fuite ou de propagation est mis en place.</p> <p>Devenir des spécimens</p> <p>Les spécimens peuvent être cédés et transportés vers un autre établissement autorisé, en France ou dans un autre état membre de l'Union européenne, à condition de bénéficier de l'autorisation administrative délivrée au titre des articles L.411-6 et R.411-40 et suivants du code de l'Environnement. Cette autorisation n'est pas nécessaire pour le transport des spécimens vers un site de destruction. Cependant, toute mesure doit être prise afin d'éviter une introduction dans le milieu naturel.</p> <p>Les dispositions du présent arrêté s'appliquent sans préjudice de celles relevant d'autres réglementations, notamment celles relatives à la santé publique, au contrôle sanitaire et à la protection des animaux, au commerce.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les 3 spécimens de muntjac de Reeves (Muntiacus reevesi), sont répartis sur deux enclos différents. Les conditions de détention des muntjac de Reeves répondent au bien-être des animaux et permettent d'éviter leur fuite dans le milieu naturel.</p> <p>Les effectifs sont contrôlés tous les jours.</p> <p>Le registre des entrées et sorties était à jour.</p> <p>Le plan d'intervention en cas de fuite a été présenté.</p> <p>Point conforme.</p>
Observations : La rectification concernant les nouvelles conditions de détention des muntjac de Reeves a bien été reçu le 05/01/2021 à la DDPP.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 15 : Détention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/04/2020, article Art.2
Thème(s) : Élevage, Détention
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Article 2 – Nature des opérations autorisées et espèces concernées Le Domaine zoologique de Pescheray est autorisé à détenir 06 spécimens de l'espèce Ouette d'Egypte (<i>Alopochen aegyptiacus</i>), sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté.
Constats : Le jour du contrôle, 3 spécimens de ouette d'Egypte (<i>Alopochen aegyptiacus</i>), étaient présentes sur le domaine de Pescheray. Point conforme.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/04/2020, article Art.3
Thème(s) : Élevage, Prescriptions
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 3 – Prescriptions conditionnant la présente autorisation</p> <p>L'autorisation est conditionnée au respect des prescriptions suivantes :</p> <p>Les spécimens sont munis d'un marquage individuel et permanent, sous la responsabilité de M. Anthony CIREFICE, titulaire du certificat de capacité n° PP 2019/001 en date du 18 février 2019 . Un registre des entrées et sorties est tenu à jour conformément à la réglementation relative à la détention d'espèces de faune non domestique.</p> <p>Les spécimens sont détenus en permanence dans des conditions permettant d'assurer leur bien-être et d'éviter toute fuite dans le milieu naturel, ainsi que tout impact potentiel sur l'environnement, la sécurité et la santé des personnes et des autres animaux conservés dans l'établissement.</p> <p>Les animaux sont détenus dans un enclos de 2900 m². La contention est assurée par une clôture (grillage simple torsion de 1m20 de haut, maille 55/55 – côté public : croisillons en bois de 1m de haut).</p> <p>Les animaux sont éjointés.</p> <p>Les effectifs sont contrôlés quotidiennement par le personnel soignant.</p> <p>Un plan d'intervention d'urgence en cas de fuite ou de propagation est mis en place.</p> <p>Devenir des spécimens</p> <p>Les spécimens peuvent être cédés et transportés vers un autre établissement autorisé, en France ou dans un autre état membre de l'Union européenne, à condition de bénéficier de l'autorisation administrative délivrée au titre des articles L.411-6 et R.411-40 et suivants du code de l'Environnement. Cette autorisation n'est pas nécessaire pour le transport des spécimens vers un site de destruction. Cependant, toute mesure doit être prise afin d'éviter une introduction dans le milieu naturel.</p> <p>Les dispositions du présent arrêté s'appliquent sans préjudice de celles relevant d'autres réglementations, notamment celles relatives à la santé publique, au contrôle sanitaire et à la protection des animaux, au commerce.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le jour du contrôle, le registre des entrées et sorties des ouettes d'Egypte (<i>Alopochen aegyptiacus</i>), était à jour.</p> <p>Les animaux étaient dans un enclos avec d'autres espèces d'oiseaux.</p> <p>Les ailes des oiseaux ont été éjointées afin d'éviter les fuites.</p> <p>Les effectifs sont vérifiés quotidiennement.</p> <p>Point conforme.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 17 : Détention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/04/2020, article Art.2
Thème(s) : Élevage, Détention
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Article 2 – Nature des opérations autorisées et espèces concernées Le Domaine zoologique de Pescheray est autorisé à détenir 10 spécimens de l'espèce Raton laveur (Procyon lotor), sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté.
Constats : Le jour de l'inspection, 8 spécimens de raton laveur (Procyon lotor) ont été observés dans leur enclos. Un 9e individu avait été isolé du fait de son état physiologique. Le bilan annuel 2022 transmis fait état de la présence de 7 mâles et 3 femelles. En revanche, le registre des entrées et sorties en date du 30 janvier 2023 indique bien la présence de 9 ratons laveur (1 décès noté le 13/01/2023). Point conforme.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/04/2020, article Art.3
Thème(s) : Élevage, Prescriptions
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Article 3 – Prescriptions conditionnant la présente autorisation L'autorisation est conditionnée au respect des prescriptions suivantes : Les spécimens sont munis d'un marquage individuel et permanent, sous la responsabilité de M. Anthony CIREFICE, titulaire du certificat de capacité n° PP 2019/001 en date du 18 février 2019 . Un registre des entrées et sorties est tenu à jour conformément à la réglementation relative à la détention d'espèces de faune non domestique. Les spécimens sont détenus en permanence dans des conditions permettant d'assurer leur bien-être et d'éviter toute fuite dans le milieu naturel, ainsi que tout impact potentiel sur l'environnement, la sécurité et la santé des personnes et des autres animaux conservés dans l'établissement. Les animaux sont détenus dans un enclos de 156 m² avec un bâtiment de nuit. La contention est assurée par une clôture de 1m30 de haut, dont la paroi extérieure est en bois et la paroi intérieure est recouverte de plaques de métal. La palissade est doublée d'une clôture électrique deux fils. Les mâles sont stérilisés. Les effectifs sont contrôlés quotidiennement par le personnel soignant. Un plan d'intervention d'urgence en cas de fuite ou de propagation est mis en place.</p> <p>Devenir des spécimens Les spécimens peuvent être cédés et transportés vers un autre établissement autorisé, en France ou dans un autre état membre de l'Union européenne, à condition de bénéficier de l'autorisation administrative délivrée au titre des articles L.411-6 et R.411-40 et suivants du code de l'Environnement. Cette autorisation n'est pas nécessaire pour le transport des spécimens vers un site de destruction. Cependant, toute mesure doit être prise afin d'éviter une introduction dans le milieu naturel. Les dispositions du présent arrêté s'appliquent sans préjudice de celles relevant d'autres réglementations, notamment celles relatives à la santé publique, au contrôle sanitaire et à la protection des animaux, au commerce.</p>
<p>Constats : L'enclos des rats laveurs (<i>Procyon lotor</i>) et les abris permettent d'assurer le bien être des animaux. L'enclos a été construit de manière à éviter l'évasion dans le milieu naturel.</p> <p>Un plan d'intervention d'urgence est prévu en cas d'évasion (évasion d'un animal non dangereux).</p> <p>Point conforme.</p>
Observations : L'attestation de stérilisation des individus mâles n'a pas été vérifiée le jour de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 19 : Détention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/04/2020, article Art.2
Thème(s) : Élevage, Détention
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Article 2 – Nature des opérations autorisées et espèces concernées Le Domaine zoologique de Pescheray est autorisé à détenir 15 spécimens de l'espèce Tortue de Floride (<i>Trachemys scripta</i>), sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté.
Constats : Du fait des conditions hivernales, les tortues de Floride (<i>Trachemys scripta</i>) n'ont pas pu être observées le jour de l'inspection (hibernation). Le bilan annuel des espèces exotiques envahissantes et le registre des entrées et sorties font état de la présence de 16 spécimens au 31/12/2022 au lieu de 15. Point non conforme.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/04/2020, article Art.3
Thème(s) : Élevage, Prescriptions
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 3 – Prescriptions conditionnant la présente autorisation</p> <p>L'autorisation est conditionnée au respect des prescriptions suivantes :</p> <p>Les spécimens sont munis d'un marquage individuel et permanent, sous la responsabilité de M. Anthony CIREFICE, titulaire du certificat de capacité n° PP 2019/001 en date du 18 février 2019 . Un registre des entrées et sorties est tenu à jour conformément à la réglementation relative à la détention d'espèces de faune non domestique.</p> <p>Les spécimens sont détenus en permanence dans des conditions permettant d'assurer leur bien-être et d'éviter toute fuite dans le milieu naturel, ainsi que tout impact potentiel sur l'environnement, la sécurité et la santé des personnes et des autres animaux conservés dans l'établissement.</p> <p>Les animaux sont détenus dans un enclos de 2 490 m². La contention est assurée par un grillage anti évasion (protection grillage de 0,50m de haut, maille de protection carrée soudée 25x25 (mm)/ grillage maille (mm) losange coulant 55x5).</p> <p>Les effectifs sont contrôlés quotidiennement par le personnel soignant.</p> <p>Un plan d'intervention d'urgence en cas de fuite ou de propagation est mis en place.</p> <p>Devenir des spécimens</p> <p>Les spécimens peuvent être cédés et transportés vers un autre établissement autorisé, en France ou dans un autre état membre de l'Union européenne, à condition de bénéficier de l'autorisation administrative délivrée au titre des articles L.411-6 et R.411-40 et suivants du code de l'Environnement. Cette autorisation n'est pas nécessaire pour le transport des spécimens vers un site de destruction. Cependant, toute mesure doit être prise afin d'éviter une introduction dans le milieu naturel.</p> <p>Les dispositions du présent arrêté s'appliquent sans préjudice de celles relevant d'autres réglementations, notamment celles relatives à la santé publique, au contrôle sanitaire et à la protection des animaux, au commerce.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le registre des entrées et sorties des tortues de Floride (<i>Trachemys scripta</i>) est tenu à jour régulièrement.</p> <p>La vérification quotidienne des effectifs n'est pas réalisable (hibernation, mare extérieure).</p> <p>Un plan d'intervention en cas d'évasion est bien prévu (animal non dangereux).</p> <p>Point conforme.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet